



ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

gouvernement

Question au Gouvernement n° 2592

Texte de la question

ENGAGEMENT DE LA RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT

M. le président. La parole est à M. Christian Jacob, pour le groupe de l'Union pour un mouvement populaire.

M. Christian Jacob. Monsieur le Premier ministre, après une réunion du groupe socialiste que l'on dit houleuse, puis un conseil des ministres extraordinaire, allez-vous rejoindre la cohorte des premiers ministres de gauche qui ont utilisé l'article 49-3 de la Constitution ? (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*) En êtes-vous réduit à bâillonner l'Assemblée parce que vous n'y disposez plus de la majorité ? Ce serait pour vous, monsieur le Premier ministre, un échec personnel cuisant.

Il y a ici 340 députés de gauche, et vous seriez pourtant incapable de faire adopter cette petite loi Macron qui n'a plus ni queue ni tête à sa sortie de l'hémicycle ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Marc Le Fur. En autocar !

M. Christian Jacob. Pis encore : vous utilisez cette arme de dissuasion dans l'urgence et dans la panique. En recourant à l'article 49-3, sans doute voulez-vous éviter votre propre démission ! (« Ah ! » *sur de nombreux bancs du groupe SRC et sur les bancs du groupe écologiste.*)

Si vous utilisez l'article 49-3, le groupe UMP déposera une motion de censure. (*Applaudissements sur les bancs du groupe UMP.– Exclamations sur les bancs du groupe SRC.*) Nous considérons que les Français ont droit à un vote !

La question que nous nous posons est celle-ci : avez-vous encore la capacité de gouverner aujourd'hui ? (« Non ! » *et applaudissements sur les bancs du groupe UMP.– Exclamations sur divers bancs.*)

M. Bruno Le Roux. Quel aveu de faiblesse de votre part !

M. Philippe Meunier. Nous compterons les votes !

M. le président. La parole est à M. le Premier ministre.

M. Manuel Valls, Premier ministre. Monsieur le président Jacob, je ne relèverai pas les remarques d'ordre personnel que vous venez de formuler mais, contrairement à vous, j'ai confiance dans les institutions de la Ve République. (*Rires et exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

Je me permets de vous rappeler qu'il y a un Président de la République, un Gouvernement et une majorité.

M. Julien Aubert. Où est-elle ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Quoi que vous disiez sur ces sujets, nous continuerons à gouverner et à réformer le pays.

Non seulement il y a une majorité, monsieur Jacob, mais ce que je sais, au vu des débats qui ont porté sur la loi pour la croissance et l'activité, et sur bien d'autres sujets, comme nous l'a prouvé l'actualité récente, c'est qu'il n'y a pas de majorité alternative, et que votre groupe et votre formation politique sont incapables de présenter un projet cohérent au pays ! (*Vifs applaudissements sur les bancs du groupe SRC.*)

Que demande le pays, monsieur Jacob ? Je vous ai écouté ce matin : dans ces moments graves pour la France, vous, président de groupe, n'avez pas été capable de vous hisser à niveau. (*Exclamations sur les bancs du groupe UMP.*)

M. Christian Jacob. Où est votre majorité ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Ce que demande le pays, comme je le disais à l'instant à M. Glavany, c'est que nous soyons forts concernant l'autorité de l'État, les valeurs de la République, la laïcité, l'école ! Voilà ce que demande le pays !

M. Yves Fromion. Non, le pays demande du travail !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Il demande que nous soyons fermes sur les valeurs. Alors, monsieur Jacob, je vous demande à vous et à vos amis politiques d'être enfin fermes sur les valeurs, fermes quand il faut faire un choix, fermes quand il faut choisir entre un candidat républicain et l'extrême-droite ! (*Vifs applaudissements sur les bancs des groupes SRC et écologiste.– Protestations sur les bancs du groupe UMP.*)

Sur ce sujet, je vous demande d'être clairs ! (*Mêmes mouvements.*)

Mme Marie-Louise Fort. Ce n'est pas le sujet !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Comment pouvez-vous demander la confiance des Français quand vous êtes vous-mêmes incapables de choisir entre la République et l'extrême-droite, comme vous l'avez montré à l'occasion de l'élection partielle dans le Doubs ?

M. Jean-François Copé. C'est incroyable !

M. Manuel Valls, Premier ministre. Comment pouvez-vous convaincre les Français alors même que vous n'avez aucun programme ni pour l'économie, ni pour la réforme de l'État, ni pour l'éducation nationale ? Avant de nous donner des leçons, monsieur Jacob, soyez capable de présenter un projet et des propositions aux Français !

M. Christian Jacob. Elle est où, ta majorité ?

M. Manuel Valls, Premier ministre. Je vous dis la chose suivante : comme vous le verrez dans quelques minutes, le Gouvernement fera tout pour que cette loi passe, parce qu'elle est utile pour la France ! (*Applaudissements sur de nombreux bancs du groupe SRC.– Vives exclamations sur les bancs des groupes UMP et UDI.*)

Données clés

Auteur : [M. Christian Jacob](#)

Circonscription : Seine-et-Marne (4^e circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 2592

Rubrique : État

Ministère interrogé : Premier ministre

Ministère attributaire : Premier ministre

Date(s) clé(e)s

Question publiée au JO le : [18 février 2015](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [18 février 2015](#)